



DÉCLARATION LIMINAIRE CHSCT DU 09 mars 2021

Monsieur le Président du CHSCT,

Nous traversons actuellement une crise majeure du fait de la pandémie, dont les conséquences à long terme sont encore difficilement mesurables. Si le gouvernement n'est pas à l'origine de cette épidémie, il porte une lourde responsabilité dans la gestion de cette crise sanitaire, et surtout dans les politiques menées avant et pendant la crise. Aucune leçon n'a été tirée depuis mars 2020, aucune stratégie efficace n'a été mise en place. Ce gouvernement ne fait qu'enchaîner les fiascos : les masques, les tests et aujourd'hui la campagne de vaccination.

Force est de constater que nous subissons toutes et tous, en tant que citoyennes et citoyens, les effets délétères des politiques néo-libérales.

Pour FO et la CGT, le recours à la seule économie de marché ne saurait permettre de faire face aux défis qui s'imposent. Bien au contraire, plus que jamais l'heure devrait être à la solidarité, à la mutualisation des moyens au bénéfice du plus grand nombre. Lors du premier confinement, Emmanuel Macron a loué le rôle essentiel des «premiers de corvées» et des services publics si souvent stigmatisés par nos élites politiques, patronales et administratives.

Loin de tirer les leçons de la période que nous vivons, le gouvernement persiste et signe.

Les revalorisations salariales se font attendre, la mise à mal de l'ensemble des services publics s'accélère.

La DGFIP n'est pas en reste, loin s'en faut, avec notamment la mise en place à marche forcée du NRP (nouveau réseau de proximité). Celui-ci éloigne le service public de pleine compétence de la population qui continue de se rendre devant les centres des finances publiques y compris durant cette crise.

Des milliards d'euros d'aides sont versées aux entreprises via le fonds de solidarité, sans contrepartie, tandis que le gel des rémunérations et les suppressions d'emplois se poursuivent dans la sphère publique, notamment au MEF et de la Relance, où des milliers d'emplois sont

supprimés. Pourtant, Bruno Lemaire vient d'annoncer le recrutement de 250 contractuels pour faire face aux demandes de fonds de solidarité !

Les services sont exsangues et les agents ne sont plus en capacité d'assumer toutes les missions dont ils ont la charge, et ce sans même aborder leurs conditions de travail qui se dégradent de plus en plus du fait de ces suppressions.

Monsieur Fournel admet lui-même, dans son dernier courrier, les grandes difficultés de la DGFIP à mettre en place le télétravail ; le DG préconise, entre autres, qu'un jour de plus soit télétravaillé. Nos 2 syndicats demandent à nouveau des moyens donnés aux agents pour télétravailler dans de bonnes conditions, (fauteuils ergonomiques, écrans plus grands, souris et tapis), une indemnité compensatrice, comme dans un certains nombres d'entreprises privées.

Que fait la DGFIP en ce sens ?

Quant à notre CHSCT, enfin si on peut encore appeler ça un CHSCT.... : problème d'audio, problème de documents envoyés à la dernière minute encore et encore malgré nos remarques récurrentes à ce sujet...Des GT où on nous explique qu'on pourra travailler sur des dossiers complexes en plénière sans les avoir vu lors des GT...

Par temps de crise nous estimons qu'il serait important de prendre le temps et de faire les choses plus professionnellement.

Les agents ne sont pas des pions que l'on bouge comme l'administration l'a décidé. L'INSEE s'y met avec la restructuration nationale où les agents aussi ne savent où et comment ils vont être mutés, juste un mail d'avertissement.. Cela rappelle fortement le NRP ...

Quand allons-nous avoir enfin des CHSCT dignes de ce nom ?? Avec de la visibilité ?? Et une écoute des OS ??

Nous le redemandons : plus de clartés, des réunions en visio-conférence et le respect des règles du CHSCT comme indiqués dans la note d'orientation ministérielle.